

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

**ARRETE**

**portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

N°IC 20046539

CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992, modifié le 1<sup>er</sup> juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2004, établissant le 3<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1997, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. SAINT LEON (JEGOUX) », l'autorisant à exploiter à MERLEAC au lieu-dit « Saint Léon » un élevage porcin de 2682 pl. d'animaux équivalents (soit 62 pl. maternité, 278 pl. gestantes-verraterie, 710 pl. post-sevrage, 1520 pl. engraissement) ;
- VU la demande présentée le 8 juillet 2004 par l'installation classée « S.C.E.A PORLEAC (ROLLAND) », sise « Saint Léon » en MERLEAC, en vue de la reprise avec restructuration d'un élevage porcin autorisé (204 pl. maternité, 660 pl. gestantes-verraterie, 20 pl. cochettes, 70 pl. quarantaine) soit 2682 pl. animaux équivalents, avec mise à jour du plan d'épandage et constructions (bâtiment maternité, bloc-saillies gestantes et fosse de pompage de 100 m<sup>3</sup>), à MERLEAC au lieu-dit « Saint Léon » (Section ZX N°67A) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

PLACE DU GENERAL DE GAULLE – BP 2370 – 22023 SAINT BRIEUC – TEL 02.96.62.44.22

- VU** les délibérations des conseils municipaux de ALLINEUC (29 novembre 2004) - MERLEAC (9 décembre 2004) - LE QUILLIO (4 novembre 2004) - SAINT GILLES VIEUX MARCHE (3 décembre 2004) - SAINT MARTIN DES PRES (15 novembre 2004) - UZEL (23 décembre 2004) ;
- VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 6 avril 2005 ;
- VU** l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 13 juillet 2005 ;
- CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** que le pétitionnaire ne respecte pas les distances prescrites par la réglementation en cours, du fait de l'implantation de l'élevage (porcherie quarantaine de 90 places) à 84 mètres et 87 mètres des tiers les plus proches ;
- CONSIDERANT** que les tiers concernés ont donné leur accord ;
- CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de UZEL, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;
- CONSIDERANT** que l'exploitation produit 12325 UN, qui seront mises à la disposition d'un membre de la maternité collective ;
- CONSIDERANT** que l'installation classée « S.C.E.A. PORLEAC » est composée par les exploitations porcines suivantes : « G.A.E.C. d'HILVERN » en MERLEAC, « E.A.R.L. KERJEAN » en LE VIEUX BOURG, « NOURRY Jean Luc » en GAUSSON, « RAULT René » en GAUSSON, « E.A.R.L. MOREUL » en MENEAC (56), « E.A.R.L. du QUILLIO » en MENEAC (56), « E.A.R.L. de la VILLE DERRE » en BRIGNAC (56) – dans le but de réaliser une porcherie maternité collective de 850 reproducteurs moyen annuel.
- CONSIDERANT** qu'il s'agit de la restructuration de plusieurs élevages « naisseurs engraisseurs » en un élevage naisseur (maternité collective de 850 truies, dont 714 productives) et des élevages engraisseurs ;
- CONSIDERANT** que cette restructuration interne sans prélèvement entraînera une diminution de la production d'azote brut de 14678 UN, sans augmentation du nombre de truies ;
- CONSIDERANT** que les membres de la S.C.E.A. se sont engagés à une restructuration des élevages porcins après la mise en place de l'atelier de naissance collectif ;
- CONSIDERANT** que la démolition des bâtiments vétustes doit permettre l'amélioration du site par l'apport de bâtiments modernes et rationnels ;
- CONSIDERANT** l'avis favorable de la C.D.O.A. du 21 juin 2004 ;
- CONSIDERANT** que l'éleveur s'engage à pratiquer l'alimentation biphasé pour l'élevage concerné ;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

## - A R R E T E -

### ARTICLE 1<sup>ER</sup> -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « S.C.E.A PORLEAC (ROLLAND) », à installer et exploiter à « Saint Léon » (section ZX N°67A) en MERLEAC, à moins de 100 mètres des tiers les plus proches pour 70 animaux équivalents, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin d'une capacité maximale de 2682 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

| Elevage                       | Animaux-équivalents (PAE)               |
|-------------------------------|---|
| 204 pl. maternité             | soit 612 PAE                            |
| 660 pl. gestantes-verraterie  | soit 1980 PAE                           |
| 0 pl. post-sevrage            | soit 0,0 PAE                            |
| 0 pl. engraissement           | soit 0 PAE                              |
| 90 pl. quarantaine infirmerie | soit 90 PAE                             |
| <i>Total : 954 animaux</i>    | <i>Total : 2682 animaux-équivalents</i> |

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

### ARTICLE 2 -

#### *2.1 : EFFECTIFS*

2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 950 porcs reproducteurs (*truies, verrats, cochettes*).

2.1.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 850 porcs reproducteurs (*truies, verrats, cochettes*). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique...*).

2.1.3. - Les porcs ne seront pas engraisés dans l'élevage ; ils feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

#### *2.2 – ALIMENTATION BIPHASE :*

2.2.1. - L'alimentation biphase sera mise en place dès la mise en service de la porcherie collective.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (*factures, .....*) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3. - En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

#### *2.3 - PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :*

2.3.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

#### 2.4 - AUTRES :

2.4.1. - La fosse en projet de 3397 m<sup>3</sup> sera construite dès la mise en service de l'élevage.

2.4.2. - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords du bâtiment d'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.4.3. - Les associés, demeurant dans les Côtes d'Armor (22) : [soit « G.A.E.C. D'HILVERN (Frères ROLLAND) », sise « Kerbloux » en MERLEAC (22) – « E.A.R.L. KERJEAN (Mme GUILLOSSOU) », sise « Kerjean » en LE VIEUX - BOURG (22) – « NOURRY Jean-Luc », sise « Bossiguel » en GAUSSON (22) – « RAULT René », sise « Le Haut Quetel » en GAUSSON (22)] devront cesser leurs activités d'éleveurs naisseurs dès la mise en service de la maternité collective leur appartenant et devront déposer en Préfecture un dossier de restructuration pour leurs propres élevages dans un délai de 6 mois à la date de l'arrêté préfectoral pris pour la porcherie collective.

Dans le cas où un ou des membres se désisteraient avant ou après l'autorisation d'exploiter, une communication sera effectuée en Préfecture et à la Direction des Services Vétérinaires (22).

### ARTICLE 3 - RESORPTION

- Alimentation biphase : 2550 unités d'azote
- Résorption restructuration : 6763 unités d'azote

### ARTICLE 4 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

### ARTICLE 5 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.



#### ARTICLE 6 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de MERLEAC pour y être consultée par toute personne intéressée, ainsi que celles des mairies de GAUSSON et LE VIEUX BOURG.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de MERLEAC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « S.C.E.A PORLEAC (ROLLAND) ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « S.C.E.A PORLEAC (ROLLAND) » dans deux journaux d'annonces légales du département.

#### ARTICLE 8 -

La décision préfectorale susvisée du 2 décembre 1997 est abrogée et remplacée par le présent arrêté.

#### ARTICLE 9 -

«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

#### ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Maire de MERLEAC,  
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de ALLINEUC - MERLEAC - LE QUILLIO - SAINT GILLES VIEUX MARCHE - SAINT MARTIN DES PRES - UZEL - SAINT THELO - GAUSSON - LE VIEUX BOURG.

SAINT-BRIEUC, le

27 SEP. 2005



LE PREFET,

Pour le Préfet,  
le Secrétaire Général

Jacques MICHELOT